touchant la qualification régulière des Princes & Etats reçus en l'année 1654. & depuis. Nous ne permettrons point aux Jurisdictions de l'Empire, ni d'ailleurs, ni à quiconque ce puisse être, de molester les Etats dans l'étendue de leurs Territoires, sous quelque prétexte que ce soit, dans les affaires de Religion, de Politique & de Justice, contre le Traité de Paix & les Conventions justes & légitimes. Nous voulons aussi & serons tenus de confirmer, en bonne & dûe forme, aux Electeurs, Princes & Etats, & à la Noblesse immédiate de l'Empire, sans aucun refus ni délai, à la réquisition qui Nous en sera faite, les Droits Régaliens, Supériorités, Libertés, Privilèges & unions faites entre-eux, suivant les Constitutions de l'Empire, principalement les Pactes de Successions réciproques, engagements ou autres droits, usages & coutumes; & comme Roi des Romains, de les y maintenir & protéger, sans accorder aucun Privilège à ce contraire. Et en cas que quelques-uns aient été donnés, avant ou durant la Guerre, & qu'ils n'aient pas été approuvés par le Traité de Paix. Nous promettons de les casser & annuler, comme nous les cassons & annullons par ces Présentes. Pour ce qui regarde le Siège de Rome & de Nôtre Saint Pere le Pape, Nous n'entendons pas nous obliger à rien qui puisse préjudicier aux Electeurs, Princes, Etats, & à la Noblesse immédiate de la Confession d'Augsbourg, ni que le droit de protection puisse être allegué, ni qu'on puisse s'en servir au préjudice de la Paix de Religion, de la Pacification Séculière, & des Traités de Paix de Munster & d'Osnabruck; mais bien qu'eux & ceux de leur Religion soient également protégés; ce qu'en effet, Nous leur promettons, & à quoi Nous nous obligeons par ces Présentes. Si les mêmes croient être grievés contre l'Instrument de la Paix, le Recés d'exécution de Nuremberg, l'Arctiorem modum exe-